

[Guerres au Proche-Orient](#)[En direct](#)[L'armée israélienne rase le sud du Liban](#)[Trump met les pays du Golfe](#)

INTERNATIONAL GUERRES AU PROCHE-ORIENT

En pleine négociation avec l'Iran, le coup de pression surprise de Trump sur les pays du Golfe, appelés à normaliser leurs relations avec Israël

Le président américain, qui ne parvient toujours pas à faire aboutir les discussions avec Téhéran sur la cessation des hostilités et la réouverture du détroit d'Ormuz, a demandé à l'Arabie saoudite et au Qatar de signer les accords d'Abraham de 2020.

Par Hélène Sallon (Beyrouth, correspondante) et Piotr Smolar (Washington, correspondant)

Publié aujourd'hui à 06h03, modifié à 09h10 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Une vue aérienne par drone montre des navires ancrés dans le détroit d'Ormuz, depuis Musandam, Oman, le 25 mai 2026. REUTERS

Après un week-end de confusion diplomatique, d'entretiens, de réunions de crise et de fuites

En savoir plus sur ce sujet ? Obtenez une réponse instantanée avec l'IA Perplexity. [Interrogez *Le Monde* avec Perplexity.](#)

Washington, dans la matinée. Non pas des remerciements, mais une pression publique.

Lire aussi | [EN DIRECT, guerre au Moyen-Orient : l'armée américaine annonce avoir mené des frappes dans le sud de l'Iran](#)

Dans un texte publié sur son réseau Truth Social, Donald Trump a commenté sa conférence téléphonique de samedi avec les dirigeants de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, du Qatar, du Pakistan, de la Turquie, d'Egypte, de Jordanie et de Bahreïn. *« J'ai déclaré qu'après tout le travail accompli par les Etats-Unis pour essayer de rassembler ce puzzle très complexe, il devrait être obligatoire pour tous ces pays, au minimum, en simultané, de signer les accords d'Abraham. »* Ces accords, lancés sous le premier mandat de Donald Trump, visent à faciliter la normalisation des relations entre les pays arabes et Israël. Pour l'heure, quatre pays les ont rejoints – les Emirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan. L'Egypte et la Jordanie ont signé des traités de paix avec Israël en 1979 et 1994. Mais les autres considèrent que ce processus ne peut progresser, en l'absence de toute perspective politique pour les Palestiniens et de la réanimation d'un projet d'Etat pour ce peuple.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Non seulement Donald Trump évite-t-il de mentionner la question palestinienne, mais il exerce une forme de chantage sur des alliés. Leur vulnérabilité est apparue au grand jour, au fil de la guerre, face aux tirs de missiles et de drones iraniens. La Maison Blanche, dans le déni de sa propre errance stratégique depuis la fin février, semble s'accrocher à un dessein daté, dans lequel les Etats-Unis seraient le grand ordonnateur du Moyen-Orient. *« Cela devrait commencer par la signature immédiate par l'Arabie saoudite et le Qatar, et tout le monde devrait suivre, écrit Donald Trump. S'ils ne le font pas, ils ne devraient pas faire partie de cet accord, dans le sens où cela montrerait de mauvaises intentions. »* Le président américain conclut en évoquant l'entrée possible de l'Iran dans les accords d'Abraham.

Comme un mirage

Les 19 et 23 mai, Donald Trump s'est entretenu avec Benyamin Nétanyahou. Entre ces deux conversations, il a assuré que le premier ministre israélien *« fera tout ce [qu'il] lui demande de faire »*. Est-ce celui-ci qui a relancé l'idée d'un élargissement des accords d'Abraham, lors de son dernier entretien avec Donald Trump, pour tenter de saborder les négociations ? Ou bien est-ce le président américain qui pense calmer Benyamin Nétanyahou par cet écran de fumée pour lui faire accepter l'accord en gestation, qui laisse de puissants atouts au régime iranien ?

Lire aussi | [Au Liban, le tabou de la normalisation des relations avec Israël se fissure](#)

Dans le paysage bouleversé du Moyen-Orient de l'après-7 octobre 2023, et les guerres dans la bande de Gaza, au Liban et en Iran, l'idée d'un rapprochement public de ces pays avec Israël, par un simple claquement de doigts, ressemble à un mirage. Le fait de lier publiquement cette demande aux négociations en cours avec l'Iran est *« inutilement compliqué et irréaliste »*, selon Dan Shapiro, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Israël, expert au centre de réflexion Atlantic Council. *« Dans le climat actuel de ces guerres non résolues, écrit-il sur X, d'une vague de violences extrémistes israéliennes en Cisjordanie et du rejet total par le gouvernement israélien de toute perspective menant à un Etat palestinien, il n'existe aucune chance que les dirigeants mentionnés par Trump normalisent leurs relations avec Israël – d'autant plus qu'il ne reste que quatre mois avant les élections israéliennes, au cours desquelles Nétanyahou pourrait être évincé. »*

En savoir plus sur ce sujet ? Obtenez une réponse instantanée avec l'IA Perplexity. Interrogez Le Monde avec Perplexity

nationale, Itamar Ben Gvir, est en soi une raison de ne faire aucun geste d'ouverture à son égard. Son mépris envers la question palestinienne est le paramètre-clé d'un processus enrayé. « *La position du royaume n'a pas changé. Il faut une voie irréversible vers un Etat palestinien* », a confirmé lundi un responsable saoudien s'exprimant sous couvert d'anonymat. Lorsque le président Trump a formulé sa demande, samedi, aux dirigeants moyen-orientaux, leur réponse aurait été un long silence, selon le média Axios. « *Ce silence (...) révèle à quel point Washington est déconnecté d'une région qu'il prétend comprendre*, commente sur X Hisham Hellyer, expert au Royal United Services Institute for Defence and Security Studies, à Londres. *Washington appelle cela un levier. La région, elle, y voit un double prix à payer pour une guerre à laquelle elle s'est explicitement opposée et dans laquelle elle a été malgré tout entraînée* » par les Etats-Unis et Israël, pour se trouver en première ligne des représailles iraniennes.

Lire aussi | [Flottille pour Gaza : la vidéo des militants européens diffusée par Ben Gvir met en lumière sa politique de mauvais traitements des détenus palestiniens](#)

L'Arabie saoudite et le Qatar mettent désormais sur le même plan l'Iran et Israël comme une menace pour la stabilité de la région. Hamad Ben Jassim Al Thani, l'ancien premier ministre du Qatar, et le prince Turki Al-Fayçal, l'ancien chef des renseignements saoudiens, se sont fait les porte-voix de cette ligne officielle. « *Si le plan israélien visant à déclencher une guerre entre nous et l'Iran avait réussi, la région aurait été plongée dans la ruine et la destruction* », a déclaré Turki Al-Fayçal dans une tribune, le 9 mai, au journal en ligne saoudien *Arab News*. L'alignement du voisin émirati avec Israël contre l'Iran durant la guerre, qui a érodé le consensus arabe, a renforcé cette perception à Doha et à Riyad.

Événement

Les Amphis de l'info

À l'heure de l'IA et des réseaux sociaux, l'info se questionne : aux « Amphis de l'Info » des journalistes viennent à votre rencontre.

[Découvrir](#)

Après quelques frappes de représailles contre l'Iran, menées à des fins de dissuasion selon l'agence Reuters, Riyad a soutenu la médiation lancée par le Pakistan pour parvenir à un règlement pacifique entre les Etats-Unis et l'Iran. Les Emirats arabes unis, qui se seraient associés à des frappes américano-israéliennes sur l'Iran selon le Wall Street Journal, ont finalement renoncé à leur posture belliciste pour soutenir, eux aussi, les efforts d'Islamabad. Si le protocole d'accord en cours de négociation est loin de contenir à leurs yeux la menace iranienne, leur priorité est d'empêcher la reprise de la guerre et d'obtenir la réouverture du détroit d'Ormuz.

Lire aussi | [L'Iran se prépare à maintenir durablement son emprise sur le détroit d'Ormuz](#)

« *Ce à quoi pense réellement la région : une architecture de sécurité qui serve ses intérêts, et non la suprématie israélienne ou les ambitions iraniennes* », explicite Hisham Hellyer. La guerre en Iran a amplifié dans le Golfe la remise en cause de la dépendance vis-à-vis du parapluie sécuritaire américain. L'Arabie saoudite, la Turquie, l'Egypte, le Qatar et le Pakistan ont amorcé un rapprochement afin de restaurer une stabilité régionale et de contrebalancer l'hégémonie israélienne. Le royaume saoudien explorerait, selon le *Financial Times*, l'idée d'un traité de non-agression avec l'Iran, pour renforcer le pacte de détente signé avec Téhéran en 2023, qui a montré ses limites durant la guerre.

Hélène Sallon (Beyrouth, correspondante) et **Piotr Smolar** (Washington,

En savoir plus sur ce sujet ? Obtenez une réponse instantanée avec l'IA Perplexity. Interrogez Le Monde avec Perplexity